

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/35/Add.1/Rev.6
2 mai 2000

(00-1785)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

RAPPORTS SEMESTRIELS PRÉSENTÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

Révision

1. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions qu'ils ont prises en matière de droits compensateurs pendant la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 1997: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Canada, Communauté européenne, États-Unis, Mexique, Nouvelle-Zélande et Pérou. Ces rapports ont été distribués dans la série de documents G/SCM/N/35/...

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de droits compensateurs pendant la période en question:

Bahreïn	Fidji	Maroc	République tchèque
Bolivie	Guatemala	Mongolie	Roumanie
Brésil ¹	Honduras	Namibie	Singapour
Brunéi Darussalam	Hong Kong, Chine	Norvège	Slovénie
Bulgarie	Hongrie	Ouganda	Sri Lanka
Burkina Faso	Inde	Pakistan	Suisse
Chili	Indonésie	Panama	Thaïlande
Chypre ²	Islande	Paraguay	Trinité-et-Tobago
Colombie	Israël	Philippines	Tunisie
Corée	Japon	Pologne	Turquie
Costa Rica ²	Liechtenstein	Qatar	Uruguay
Cuba	Macao	République	Venezuela ¹
Dominique	Malaisie	dominicaine	Zambie
El Salvador	Malte	République slovaque	Zimbabwe
Équateur			

3. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Niger, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sénégal, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad et Togo.

¹ Ces Membres ont également indiqué que des mesures compensatoires étaient en vigueur au 31 décembre 1997.

² Ces Membres ont également indiqué qu'ils n'appliquaient aucune mesure compensatoire au 31 décembre 1997.